

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU
PATRIMOINE

SERVICE DES MARCHES

BUREAU DE LA PREPARATION ET DE L'EXECUTION



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF AGRICULTURE
AND RURAL DEVELOPMENT

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOUR
AND ASSETS

CONTRACTS SERVICE

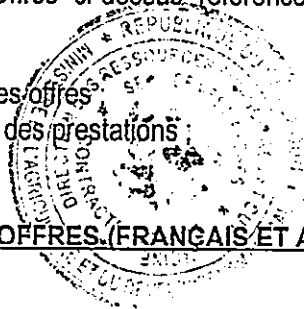
OFFICE OF PREPARATION AND EXECU

ADDITIF N°002/A/MINADER/DRFP/SM/BPE

PORTANT ADDITIF DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO/MINADER /CIPM/2026 DU 13 AVRIL 2026 RELATIF A L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION D'UNE UNITE DE TRANSFORMATION DE PLANTAIN EN CHIPS A AFANLOUM AU PROFIT DU PROJET NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DES CULTURES FRUITIERES (P.N.D.C.F) DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, (Maitre d'Ouvrage), informe tous les candidats intéressés par l'Avis d'Appel d'Offres ci-dessus référencés, qu'une modification a été apportée à cet Appel d'Offres notamment :

- ✓ Le changement de la date de remise des offres
- ✓ Le changement du Mode de règlement des prestations
- ✓ L'ajout d'un critère éliminatoire.



AVIS D'APPEL D'OFFRES (FRANÇAIS ET ANGLAIS)

AU LIEU DE LIRE :

11. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 12 Mai 2026 à 14 heures. Une copie opérationnelle de sauvegarde de l'offre sous format PDF, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise au Service des Marchés du MINADER, sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « COPIE OPERATIONNELLE DE SAUVEGARDE DES OFFRES RELATIVES A L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO /MINADER/CIPM/2026 DU 13 AVRIL 2026, RELATIF A L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION D'UNE UNITE DE TRANSFORMATION DE PLANTAIN EN CHIPS A AFANLOUM AU PROFIT DU PROJET NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DES CULTURES FRUITIERES (P.N.D.C.F) DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL, en même temps que la caution de soumission originale, vêtue d'un timbre fiscal au tarif en vigueur, ayant aussi la mention manuscrite : « Bon pour caution personnelle et solidaire à concurrence du montant ci-dessous », le reçu original de la Caisse de Dépôts et Consignations (CDEC) et la quittance originale d'achat du DAO.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

[Signature] 1

LIRE PLUTOT :

11. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 19 Mai 2026 à 14 heures. Une copie opérationnelle de sauvegarde de l'offre sous format PDF, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise au Service des Marchés du MINADER, sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « COPIE OPERATIONNELLE DE SAUVEGARDE DES OFFRES RELATIVES A L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO /MINADER/CIPM/2026 DU 13 AVRIL 2026, RELATIF A L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION D'UNE UNITE DE TRANSFORMATION DE PLANTAIN EN CHIPS A AFANLOUM AU PROFIT DU PROJET NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DES CULTURES FRUITIERES (P.N.D.C.F) DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL, en même temps que la caution de soumission originale, vêtue d'un timbre fiscal au tarif en vigueur, ayant aussi la mention manuscrite : « Bon pour caution personnelle et solidaire à concurrence du montant ci-dessous», le reçu original de la Caisse de Dépôts et Consignations (CDEC) et la quittance originale d'achat du DAO.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

AU LIEU DE LIRE :

Article 19 : Paiement (CCAG article 19 complété)

Au vu du bordereau de livraison, du procès-verbal de réception et de la facture définitive, le montant du présent marché est payé par virement bancaire au compte n° _____ domicilié à _____ au plus tard trente (30) jours après des documents cités.

LIRE PLUTOT :

Article 19 : Paiement (CCAG article 19 complété)

19.1 Constatation des travaux exécutés

Avant la fin de chaque mois, le cocontractant de l'administration, et les Co-Ingénieurs du Marché établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.

19.1.1 Décomptes provisoires

Les décomptes provisoires doivent être établis en sept (07) exemplaires à une fréquence d'un (01) mois.

Les Co-Ingénieurs du Marché disposent d'un délai de sept (07) jours ouvrables maxi) pour transmettre au Chef de Service du Marché, le projet de décompte qu'ils ont approuvé.

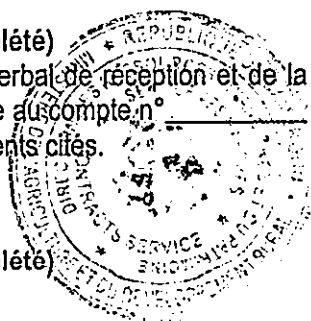
Le Chef de Service du Marché quant à lui dispose d'un délai de vingt-un (21) jours ouvrables maxi pour procéder à la liquidation et sa transmission au comptable chargé du paiement avec copie à l'organisme chargé du contrôle externe.

Les copies des décomptes provisoires doivent être transmises au Ministère en charge des Marchés Publics et à l'organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics.

Le délai maximum accordé au comptable assignataire pour le règlement des acomptes est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de réception des décomptes transmis par le Chef de Service du Marché.

19.1.2. Décompte final

Le cocontractant de l'administration dispose d'un délai d'un (01) mois pour transmettre le projet à l'ingénieur du Marché, après la date de réception provisoire des travaux.



Après achèvement des travaux et dans un délai maximum de quinze (15) jours après la date de réception provisoire, le cocontractant établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du Marché dans son ensemble.

Ce projet de décompte final, une fois rectifié par l'ingénieur et accepté par le Chef de Service du Marché devient final. Il sert à l'établissement de l'acompte pour solde du marché, établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des décomptes mensuels.

19.2.2. Le Chef de service dispose d'un délai un (01) mois pour notifier le projet rectifié et accepté à l'ingénieur du Marché.

19.2.3. Le cocontractant de l'administration doit dans un délai maximal un (01) mois suivant la date de cette notification, renvoyer le décompte final revêtu de sa signature sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de signer.

Dans le cas où le cocontractant signe avec réserve ou ne signe pas le décompte final, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le cocontractant dans un mémoire récapitulatif de toutes les réclamations dont il revendique le paiement, accompagné des justificatifs nécessaires, et transmis à l'ingénieur du Marché dans le même délai que ci-dessus, sous peine de forclusion.

Le règlement du différend intervient alors selon les dispositions du code des marchés publics en vigueur et du CCAG applicable.

19.3. Décompte général et définitif

19.3.1. Le Chef de Service du Marché ou l'ingénieur du Marché dispose d'un (01) mois maximum pour établir le décompte général et définitif au cocontractant de l'administration après la réception définitive.

A la fin de la période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des travaux, le Chef de Service du Marché dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par le cocontractant et le Maître d'Ouvrage Délégué. Ce décompte comprend :

- Le décompte final,
- Le solde,
- La récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par le cocontractant, lie définitivement les parties et met fin au marché, et libère le cocontractant et le maître d'ouvrage de toutes leurs obligations, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

AU LIEU DE LIRE :

16- Critères d'évaluation

16-1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

Principaux critères éliminatoires :

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission vêtue d'un timbre fiscal au tarif en vigueur, ayant la mention manuscrite : « *Bon pour caution personnelle et solidaire à concurrence du montant suscité* » ; accompagné du récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC) ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;

- Absence d'un sous-détail des prix ;
- Non satisfaction de 100 % des spécifications techniques des équipements ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié ;
- Non-respect des modèles des pièces ;
- Absence de l'engagement sur l'honneur du soumissionnaire attestant de n'avoir jamais abandonné un Marché/une lettre commande durant les trois (03) dernières années et que l'entreprise ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics ;
- Absence d'une des pièces administratives ou non-conformité après 48 heures accordées par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINADER ;
- Absence des fiches techniques ou prospectus des fournitures suscitées.
- Non-respect d'au moins trois (03) sur quatre (04) critères essentiels.
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- Absence de la capacité financière.

16-2 Critères essentiels

N°	CRITERES ESSENTIELS	POSITIF (OUI)	NEGATIF (NON)
01	Preuve d'acceptation des conditions du marché : paraphé le CCAP et DF sur chaque page et signés à la dernière page		
02	Présentation de l'offre		
03	Planning de livraison		
04	Avoir déjà exécuté un (01) Marché de fournitures des équipements de transformations des produits agricoles d'un montant supérieur ou égal à cinquante millions (50.000.000) de francs CFA au cours de la période allant de 2021 à 2025. Joindre les copies de la première et de la dernière page du contrat.		

L'évaluation de l'offre technique portera sur les critères énoncés dans le tableau ci-dessous, elle se fera de manière positive « OUI » ou négative « NON ».

Pour qu'une offre soit retenue pour l'analyse financière, elle devra satisfaire tous les critères éliminatoires et obtenir au moins trois (03) sur quatre (04) critères essentiels.

LIRE PLUTOT :

16- Critères d'évaluation

16-1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

Principaux critères éliminatoires :

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission vêtue d'un timbre fiscal au tarif en vigueur, ayant la mention manuscrite : « *Bon pour caution personnelle et solidaire à concurrence du montant suscité* » ; accompagné du récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC) ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Absence d'un sous-détail des prix ;
- Non satisfaction de 100 % des spécifications techniques des équipements;

- Absence d'un prix unitaire quantifié ;
- Non-respect des modèles des pièces ;
- Absence de l'engagement sur l'honneur du soumissionnaire attestant de n'avoir jamais abandonné un Marché/une lettre commande durant les trois (03) dernières années et que l'entreprise ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics ;
- Absence d'une des pièces administratives ou non-conformité après 48 heures accordées par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINADER ;
- Absence des fiches techniques ou prospectus des fournitures suscitées.
- Non-respect d'au moins trois (03) sur quatre (04) critères essentiels.
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- Absence de la capacité financière ;
- Absence de l'attestation de catégorisation C, D ou E en cours de validité.

16-2 Critères essentiels

N°	CRITERES ESSENTIELS	POSITIF (OUI)	NEGATIF (NON)
01	Preuve d'acceptation des conditions du marché : paraphé le CCAP et DF sur chaque page et signés à la dernière page		
02	Présentation de l'offre		
03	Planning de livraison		
04	Avoir déjà exécuté un (01) Marché de fournitures des équipements de transformations des produits agricoles d'un montant supérieur ou égal à cinquante millions (50.000.000) de francs CFA au cours de la période allant de 2021 – 2025. Joindre les copies de la première et de la dernière page du contrat.		

L'évaluation de l'offre technique portera sur les critères énoncés dans le tableau ci-dessous, elle se fera de manière positive « OUI » ou négative « NON ».

Pour qu'une offre soit retenue pour l'analyse financière, elle devra satisfaire tous les critères éliminatoires et obtenir au moins trois (03) sur quatre (04) critères essentiels.

Le reste sans changement.

22 AVR 2026

Fait à Yaoundé, le

AMPLIATIONS:

- MINMAP/YDE ;
- ARMP/YDE ;
- CIPM/MINADER ;
- SERVICE DES MARCHES
- INTERESSES
- CHRONO/ARCHIVES;

LE MINISTRE



The Minister
Gabriel MBAIROBE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU
PATRIMOINE

SERVICE DES MARCHES

BUREAU DE LA PREPARATION ET DE L'EXECUTION



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF AGRICULTURE
AND RURAL DEVELOPMENT

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES
AND ASSETS

CONTRACTS SERVICE

OFFICE OF PREPARATION AND EXECUTION

ADDENDUM N°002/A/MINARD/DFRA/CS/OPE

ADDENDUM N°002 TO THE OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS N°005/AONO/MINADER/CIPM /2026 OF 13th APRIL 2026, RELATING TO THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF A PLANTAIN PROCESSING UNIT IN AFANLOUM FOR THE NATIONAL PROJECT OF DEVELOPMENT OF FRUITS CULTURES OF THE MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT

The Minister of Agriculture and Rural Development (Project Owner) hereby informs all candidates interested in the above-mentioned Call for Tenders that a number of changes have been made to the Tender Documents, including :

- ✓ the change in the date for submitting bids;
- ✓ Change in the method of payment of benefits;
- ✓ Addition of an elimination criterion.

CALL FOR TENDERS (FRENCH AND ENGLISH)

INSTEAD OF READING :

11. Submission of offers :

Each offer, written in French or in English, must reach the Contracts Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development, at the latest late on 12th May 2026 at 2 p.m. An operational backup copy of the offer in PDF format, saved on a USB key or CD/DVD, must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication: "OPERATIONAL BACKUP COPY OF OFFERS RELATING TO THE NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS IN URGENT PROCEDURE N°005/AONO/MINADER/CIPM/2026 OF 13th APRIL 2026, RELATING TO THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF A PLANTAIN PROCESSING UNIT IN AFANLOUM FOR THE NATIONAL PROJECT OF DEVELOPMENT OF FRUITS CULTURES OF THE MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT", along with the original bid bond, having the hand written note: "*Good for personal and joint surety up*" to the amount mentioned above" : one million two hundred fifty thousand (1 250.000) of CFA francs, receipt for purchase of tender documents, the original receipt from the Caisse de Dépôts et Consignations (CDEC) and the original DAO purchase receipt. The originals of the deposit and the CDEC certificate will be submitted when the offers are opened after they have already been attached online beforehand.

"To be opened only during the bids analysis session"

 6

READ INSTEAD :

11. Submission of offers :

Each offer, written in French or in English, must reach the Contracts Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development, at the latest late on 19th May 2026 at 2 p.m. An operational backup copy of the offer in PDF format, saved on a USB key or CD/DVD, must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication: "OPERATIONAL BACKUP COPY OF OFFERS RELATING TO THE NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS IN URGENT PROCEDURE N°005/AONO/MINADER/CIPM/2026 OF 13th APRIL 2026, RELATING TO THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF A PLANTAIN PROCESSING UNIT IN AFANLOUM FOR THE NATIONAL PROJECT OF DEVELOPMENT OF FRUITS CULTURES OF THE MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT", along with the original bid bond, having the hand written note: "Good for personal and joint surety up" to the amount mentioned above" : one million two hundred fifty thousand (1 250.000) of CFA francs, receipt for purchase of tender documents, the original receipt from the Caisse de Dépôts et Consignations (CDEC) and the original DAO purchase receipt. The originals of the deposit and the CDEC certificate will be submitted when the offers are opened after they have already been attached online beforehand.

"To be opened only during the bids analysis session"

INSTEAD OF READING :

Article 19 : Payment (CCAG article 19 supplemented)

Upon presentation of the delivery slip, the acceptance report and the final invoice, the amount of this contract shall be paid by bank transfer to account no: _____ domiciled at _____ no later than thirty (30) days after receipt of the aforementioned documents.

READ INSTEAD :

Article 19: Payment (CCAG Article 19 supplemented)

19.1 Verification of Work Performed

Before the end of each month, the administration's contracting partner and the Contract's Co-Engineers shall prepare a joint statement summarizing and recording the quantities completed and verified for each item on the bill of quantities during the month that may entitle the contractor to payment.

19.1.1 Provisional Statements of Account

Provisional statements of account must be prepared in seven (07) copies at a frequency of one (01) month. The Contract's Co-Engineers have a maximum of seven (07) working days to submit the draft statement of account they have approved to the Head of the Contract Department.

The Head of the Contract Department, in turn, has a maximum of twenty-one (21) working days to process the final settlement and forward it to the accountant responsible for payment, with a copy to the external auditing body.

Copies of the provisional payment certificates must be sent to the Ministry responsible for Public Procurement and to the Public Procurement Regulatory Authority.

The maximum period granted to the designated accountant for the payment of interim installments is ninety (90) days from the date of receipt of the payment certificates sent by the Head of the Procurement Department.

19.1.2. Final Statement of Account

The contractor has one (01) month from the date of provisional acceptance of the works to submit the draft statement of account to the Contract Engineer.

 7

After completion of the works and within a maximum of fifteen (15) days of the provisional acceptance date, the contractor shall, based on the joint inspection reports, prepare a draft final statement of account for the works actually performed. This statement of account summarizes the total amount of sums to which the contractor is entitled for the execution of the Contract as a whole.

Once revised by the engineer and accepted by the Head of the Contract Department, this draft final statement of account becomes final. It is used to calculate the interim payment for the balance of the contract, which is prepared under the same conditions as those defined for the preparation of the monthly statements of account.

19.2.2. The Head of Department has one (01) month to notify the Contract Engineer of the revised and accepted project.

19.2.3. The contractor must, within a maximum of one (01) month following the date of this notification, return the final statement of account bearing their signature, with or without reservations, or state the reasons for refusing to sign.

If the contractor signs with reservations or does not sign the final statement of account, the reasons for this refusal or these reservations must be set out by the contractor in a summary memorandum of all claims for which payment is being sought, accompanied by the necessary supporting documents, and submitted to the Contract Engineer within the same timeframe as above, under penalty of forfeiture.

The dispute will then be settled in accordance with the provisions of the applicable Public Procurement Code and the General Terms and Conditions for Public Contracts (CCAG).

19.3. Final Statement of Account

19.3.1. The Head of the Contract Department or the Contract Engineer has a maximum of one (1) month to prepare the final statement of account for the contractor after final acceptance of the works.

At the end of the warranty period, which includes final acceptance of the works, the Head of the Contract Department prepares the final statement of account for the contract, which is then signed jointly by the contractor and the Project Owner. This statement includes:

- The final statement of account,
- The balance due,
- A summary of the monthly progress payments.

The signing of the final statement of account without reservation by the contractor definitively binds the parties, terminates the contract, and releases the contractor and the Project Owner from all their obligations, except for late payment interest.

INSTEAD OF READING :

16. Evaluation criteria:

16.1 Main eliminatory criteria

- Absence or non-compliance of the bid bond bearing a tax stamp at the current rate, established by a banking establishment or financial organization authorized by the Minister in charge of finance, having the mention: "*Good for personal and joint surety up*" to the amount mentioned above, accompanied by the deposit receipt at the Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC);
- False declaration or forged documents;
- Absence of price sub-details;
- Failure to meet 100% of technical specifications equipments;

 8

- Absence of quantified unit price;
- Failure to comply with part models;
- Absence of an engagement on honour of the bidder attesting not having abandoned a public contract during the last 03 years and not featuring on the list of enterprises having abandoned public contracts published by MINMAP;
- Absence of one of the administrative documents or non-conformity of a document after 48 hours accorded by the CIPM/MINADER;
- Non-compliance with at least three (03) out of four (04) of the essential criteria;
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- Absence of financial capacity ;

16.2 The main essential criteria

The criteria relating to the qualification of candidates will relate to :

N°	Essential criteria	POSITIF (OUI)	NEGATIF (NON)
01	Proof of acceptance of contract terms: Special Contract Conditions Document and Supplies Descriptive Document initialled on each page and signed on the last page		
02	Presentation of the bid		
03	Delivery schedule		
04	To have already executed one (01) Contract for the supply of agricultural product processing equipment with an amount greater than or equal to fifty million (50,000,000) CFA francs during the period from 2021 to 2025. Attach copies of the first and last page of the contract.		

The evaluation of the technical offer will be done on the basis of the essential criteria in the table below. It will be done following the binary system of positive "YES" or negative "NO".

For an offer to be retained for financial analysis, it must satisfy all the eliminatory criteria and fulfil at least three (03) out of four (04) essential criteria.

Any offer that does not comply with the requirements of the DAO will be declared inadmissible. In particular, Absence of a tender bond bearing a tax stamp at the current rate, accompanied by the deposit receipt at the

Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC).

READ INSTEAD :

16. Evaluation criteria:

16.1. Main eliminatory criteria

- Absence or non-compliance of the bid bond bearing a tax stamp at the current rate, established by a banking establishment or financial organization authorized by the Minister in charge of finance, having the mention: "*Good for personal and joint surety up*" to the amount mentioned above, accompanied by the deposit receipt at the Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC);
- False declaration or forged documents;
- Absence of price sub-details;

 9

- Failure to meet 100% of technical specifications equipments;
- Absence of quantified unit price;
- Failure to comply with part models;
- Absence of an engagement on honour of the bidder attesting not having abandoned a public contract during the last 03 years and not featuring on the list of enterprises having abandoned public contracts published by MINMAP;
- Absence of one of the administrative documents or non-conformity of a document after 48 hours accorded by the CIPM/MINADER;
- Non-compliance with at least three (03) out of four (04) of the essential criteria;
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- Absence of financial capacity ;
- Absence of a valid C, D or E categorization certificate.

16.2. The main essential criteria

The criteria relating to the qualification of candidates will relate to :

N°	Essential criteria	POSITIF (OUI)	NEGATIF (NON)
01	Proof of acceptance of contract terms: Special Contract Conditions Document and Supplies Descriptive Document initialled on each page and signed on the last page		
02	Presentation of the bid		
03	Delivery schedule		
04	To have already executed one (01) Contract for the supply of agricultural product processing equipment with an amount greater than or equal to fifty million (50,000,000) CFA francs during the period from 2021 to 2025. Attach copies of the first and last page of the contract.		

The evaluation of the technical offer will be done on the basis of the essential criteria in the table below. It will be done following the binary system of positive "YES" or negative "NO".

For an offer to be retained for financial analysis, it must satisfy all the eliminatory criteria and fulfil at least three (03) out of four (04) essential criteria.


Any offer that does not comply with the requirements of the DAO will be declared inadmissible. In particular, Absence of a tender bond bearing a tax stamp at the current rate; accompanied by the deposit receipt at the Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC).

The rest, remains unchanged

Done in Yaoundé, 22 AVR 2026

AMPLIATIONS:

- MINMAP/YDE ;
- ARMP/YDE ;
- CIPM/MINADER;
- SERVICE DES MARCHES
- INTERESSES
- CHRONO/ARCHIVES;

The Minister

Gabriel MBAIROE

